

## SENAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1856-1857.

### Premier feuillet des Pétitions.

M. D'OMALIUS D'HALLOY, 1<sup>er</sup> Rapporteur.

N° 1. — Date de la pétition : 29 octobre 1856.

La veuve Havard, femme Lehouque, demande itérativement une modification à l'art. 55 de la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions, en ce sens que la veuve qui se remarie, ne perde plus sa pension.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 2. — Date de la pétition : 6 mars 1857.

Le sieur Léonard Schrooten, facteur pensionné, à Brée, demande une augmentation de pension.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 3. — Date de la pétition : 25 janvier 1857.

Un grand nombre d'habitants de la ville de Namur réclament la liberté complète du commerce des houilles et leur entrée en franchise de droits, ainsi que l'abolition des droits différentiels encore en vigueur.

Conclusions du rapport : Renvoi à la commission qui sera chargée de l'examen du projet de loi concernant le tarif des douanes.

N° 4. — Date de la pétition : 10 janvier 1857.

Un grand nombre d'habitants de Labuissière demandent que les droits d'entrée et de sortie sur les denrées alimentaires ne soient jamais déterminés d'une manière absolue et invariable.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 5. — Date de la pétition : 13 juin 1856.

Les membres de la Chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de Nivelles demandent l'abrogation de l'art. 5 de la loi du 25 ventôse an xi, et l'établissement d'un ressort unique pour tous les notaires.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 6. — Date de la pétition :

Un très-grand nombre de propriétaires du canton de Dour réclament une prompte révision de la loi du 25 ventôse an xi, sur le notariat.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 7. — Date de la pétition :

Un grand nombre de propriétaires du canton de Hal demandent une modification à la législation sur le notariat, relativement à l'étendue du ressort des notaires.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 8. — Date de la pétition : 19 mars 1857.

Des notaires et des candidats notaires de l'arrondissement d'Audenaerde demandent que les fonctions de notaire soient déclarées incompatibles avec celles de bourgmestre, d'échevin et de secrétaire communal.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 9. — Date de la pétition :

Même requête de M. le Frankignoulle, notaire, à Seraing.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 10. — Date de la pétition : 18 mars 1857.

Même requête d'un grand nombre de propriétaires et de cultivateurs de l'arrondissement d'Audenaerde.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. DE THUIN, 2<sup>e</sup> Rapporteur.

N° 11. — Date de la pétition : 12 décembre 1856.

La Députation permanente du Conseil provincial du Brabant demande que la position du personnel des bureaux de l'Administration de la province soit améliorée.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 12. — Date de la pétition :

Un grand nombre de secrétaires communaux demandent que leurs traitements soient fixés par une loi, en raison de la population des communes, et qu'une caisse de retraite soit fondée en leur faveur.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. le Baron BETHUNE, 3<sup>e</sup> Rapporteur.

N° 13. — Date de la pétition : 18 octobre 1856.

La Députation permanente du Conseil provincial de la Flandre orientale demande la révision des opérations cadastrales.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 14. — Date de la pétition : 21 novembre 1856.

Les membres du Conseil communal de Poelsele, Province de la Flandre orientale, demandent que les traitements des membres du clergé inférieur soient augmentés.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 15. — Dates des pétitions :

1° Les Juges de paix des arrondissements d'Ypres et de Furnes demandent une amélioration dans la position des Juges de paix.

2° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Hasselt*.

3° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Tongres*.

4° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Verviers*.

5° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Dinant*.

6° Même requête des Juges de paix de *Genappe, Wavre, Jodoigne et Perwez*.

7° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Tournay*.

8° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Charleroy*.

9° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement de *Malines*.  
10° Même requête des Juges de paix de l'arrondissement d'*Audenaerde*.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

M. GILLÈS DE S'GRAVENWESEL, 4<sup>e</sup> Rapporteur.

N° 16. — Date de la pétition :

Plusieurs meuniers demandent de pouvoir continuer à faire usage de balances romaines, au lieu de balances légales.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 17. — Date de la pétition : 20 novembre 1856.

La veuve Brancherer demande qu'on lui alloue un secours à titre de veuve d'un secrétaire communal et commissaire voyer.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 18. — Date de la pétition : 30 décembre 1856.

Les membres du Conseil communal de Marche demandent que la Société concessionnaire du chemin de fer de Luxembourg crée un embranchement vers Marche, avec établissement d'une station dans cette localité.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 19. — Date de la pétition : 11 novembre 1856.

Des décorés de la croix de fer demandent que tous les décorés de cette croix jouissent du bénéfice de la loi du 16 avril 1856.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 20. — Date de la pétition : 15 mars 1857.

Le sieur Cornelis, ex-sous-lieutenant d'infanterie, décoré de la croix de fer, demande une augmentation de pension pour les décorés de la croix de fer.

Conclusions du rapport : ~~Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.~~ *Ordre du jour*

N° 21. — Date de la pétition : 16 mars 1857.

Même requête d'un très-grand nombre d'officiers, sous-officiers, décorés de la croix de fer, blessés et combattants de 1830, de Bruxelles.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 22. — Date de la pétition : mars 1857.

Même requête d'un grand nombre de décorés de la croix de fer, de Liège.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 23. — Date de la pétition : 15 novembre 1856.

Le sieur Emmanuel Pariens, décoré de la croix de fer, demande à pouvoir faire valoir ses droits à la pension qu'il n'a pas demandée en 1831, à l'époque où il a quitté le service militaire.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 24. — Date de la pétition : 12 mars 1857.

Le sieur Guilbert, ancien sergent-major de la compagnie des volontaires dinantais, actuellement huissier audiencier près le tribunal civil de Liège, demande à pouvoir jouir de la pension allouée aux décorés de la croix de

fer, à laquelle il avait droit en qualité de combattant et de blessé de la révolution de 1830.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. le comte DE ROBIANO, 5<sup>e</sup> Rapporteur.

N<sup>o</sup> 25. — Date de la pétition :

Explications transmises par M. le Ministre des Travaux publics, sur la requête du Conseil communal et de plusieurs habitants notables de Limal, se plaignant d'un arrêté ministériel du 30 avril 1852 qui décrète d'utilité publique les travaux d'un embranchement de chemin de fer partant de Profond-Sart sous Limal, pour se relier au chemin de Wavre à Manage.

Conclusions du rapport : dépôt au Greffe.

N<sup>o</sup> 26. — Date de la pétition : 31 janvier 1857.

Explications transmises par M. le Ministre des Travaux publics sur la requête des bateliers de l'Ourthe, demandant qu'il soit pris des mesures pour parer aux dangers qu'offre en ce moment la navigation sur cette rivière, par suite des travaux exécutés pour sa canalisation.

Conclusions du rapport : dépôt au Greffe.

N<sup>o</sup> 27. — Date de la pétition : 12 décembre 1856.

Plusieurs entrepreneurs de messageries et de voitures publiques de Gand réclament la révision de la législation sur la poste aux chevaux.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N<sup>o</sup> 28. — Date de la pétition : 20 février 1853.

Le bourgmestre de la commune de Fauvillers demande que l'enseignement de l'agriculture soit donné dans les Ardennes d'après le système Gattelier.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N<sup>o</sup> 29. — Date de la pétition : 19 octobre 1856.

Les bateliers de Thuin, Lobbes, La Buissière et Landelies demandent une diminution du droit de patente.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

M. LE COMTE DE RENESSE BREIDBACH, 6<sup>e</sup> Rapporteur.

N<sup>o</sup> 30. — Date de la pétition :

Le sieur Parent, ex-colonel de volontaires, demande que tous les combattants de septembre 1830 soient admis à jouir du bénéfice de la loi relative à la pension des officiers qui, en qualité de volontaires, ont pris part aux combats de la Révolution.

Conclusions du rapport :

N<sup>o</sup> 31. — Date de la pétition : 21 novembre 1856.

Les commis-greffiers du Tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Verviers demandent une augmentation de traitement.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 32. — Date de la pétition : 4 décembre 1856.  
Même requête des commis greffiers du Tribunal de Termonde.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 33. — Date de la pétition : 1<sup>er</sup> décembre 1856.  
Même requête des commis greffiers du Tribunal d'Arlon.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 34. — Date de la pétition : 10 décembre 1856.  
Les membres de la chambre des avoués près le Tribunal de Liège, réclament la prompte discussion d'un projet de loi sur la récusation des Magistrats, pour cause de parenté ou d'alliance avec les défenseurs des parties.  
Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 35. — Date de la pétition : 14 décembre 1856.  
Les membres du Conseil communal de Trognée, province de Liège, demandent que certains convois du chemin de fer, partant de Bruxelles et de Liège, s'arrêtent à la station de Gingelom.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 36. — Date de la pétition : 15 décembre 1856.  
Même requête des membres du Conseil communal de Poncet.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 37. — Date de la pétition : 16 décembre 1856.  
Même requête des membres du Conseil communal de Corthys-Limbourg.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 38. — Date de la pétition : 14 décembre 1856.  
Les membres du Conseil communal de Trognée réclament la continuité du chemin de fer empierré de Montenaken à la station de Gingelom.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

N° 39. — Date de la pétition : 14 décembre 1856.  
Même requête des membres du Conseil communal de Poncet.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.

N° 40. — Date de la pétition : 23 décembre 1856.  
L'administration communale de Gingelom demande le maintien de la rectification approuvée par l'arrêté royal du 2 avril 1852 du chemin empierré de Montenaken à la station du chemin de fer établie à Gingelom, ainsi que le passage à niveau qui en est la conséquence.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics, avec demande d'explications.

N° 41. — Date de la pétition : 16 décembre 1856.  
Même requête des membres du Conseil communal de Cras-Avernas.  
Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics, avec demande d'explications.

( 6 )

**N° 42. — Date de la pétition : 16 décembre 1856.**  
**Même requête du Conseil communal de Corthys-Limbourg.**  
**Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics, avec**  
**demande d'explications .**